



Christophe Ramaux : "La dette est une merveilleuse invention de l'humanité"

Grand entretien du jeudi *Propos recueillis par [Rachel Binhas](#)*

Publié le 02/06/2022

<https://www.marianne.net/agora/entretiens-et-debats/christophe-ramaux-la-dette-est-une-merveilleuse-invention-de-lhumanite>

Chercheur au Centre d'économie de la Sorbonne et enseignant à l'Université Paris I, l'économiste Christophe Ramaux publie « Pour une économie républicaine » (De Boeck). Un ouvrage qui, en évitant les écueils du discours dominant, analyse les grands enjeux que sont l'écologie, l'entreprise, les services publics, l'intérêt général... Ou comment relier politique et économie.

Marianne : Pourquoi parler d'« économie républicaine » ?

Christophe Ramaux : Comment se fait-il que nous n'associons jamais les deux termes d'économie et de république, que nous ne relions pas ces deux « continents » si importants ? On est à la racine du malaise de nos sociétés : chacun s'accorde à dire que la démocratie doit prévaloir, même si des discussions existent sur ses modalités ; mais tout se passe comme si l'économie lui échappait, pour le plus grand bénéfice d'une infime minorité. La « crise de la démocratie », n'est pas d'abord à chercher dans la démocratie elle-même : c'est du côté de l'économie, dans la mesure justement où elle lui échappe, qu'il faut chercher la racine du désenchantement.

« Tout le projet de l'économie républicaine est de reconstruire un projet d'émancipation. »

C'est tout le sens de « l'économie républicaine » : en finir avec ce hiatus. On peut dire les choses autrement : l'idée que notre modèle économique est contestable est largement partagée, mais le bât blesse pour dessiner une alternative cohérente à lui opposer. Pendant longtemps, le socialisme a offert un horizon alternatif. [La chute du mur de Berlin](#), c'est peu de le dire, a assombri ce soleil. Tout le projet de l'économie républicaine, en opérant un tournant doctrinal, est de reconstruire un projet d'émancipation.

Selon vous, il faut « en finir avec la domination du capital sans renoncer ni au marché ni au capital ». Quelle forme cela peut-il prendre ?

La démocratie est mixte, a deux volets comme le souligne [Marcel Gauchet](#) : un volet libéral, avec les libertés de penser, de se réunir, de s'associer et un volet proprement républicain, celui du suffrage universel, des élus fondés à voter la loi qui s'applique à tous, de l'État porteur de l'intérêt général. Or, l'économie elle-même est mixte : elle a un pôle privé, celui de l'initiative privée, de la concurrence, du capital. Un pôle précieux. Il importe de le reconnaître pour éviter bien des débats inutiles, ce qui n'empêche nullement d'interroger le fonctionnement des entreprises.

Mais elle a aussi un pôle public, car il est des missions que le capitalisme néolibéral n'est pas à même d'assumer comme l'histoire – et ce constat mériterait aussi d'être partagé sans détour – le montre amplement. Ces missions, ce sont le plein-emploi, afin d'éviter le gâchis où coexistent d'immenses besoins insatisfaits et des sans-emploi ; la stabilité financière pour éviter l'alternance de bulles et de krachs ; les services publics comme en témoignent, après bien d'autres, [le scandale Orpea](#), la protection sociale, la maîtrise des inégalités, l'écologie aussi, cette nouvelle frontière. Dans les faits, nos économies sont d'ores et déjà mixtes, l'économie républicaine est déjà là, mais nous ne l'assumons pas comme tel et partant nous n'en déployons toutes les potentialités.

Pour mesurer le poids de l'intervention publique, la dépense publique apparaît être un critère insuffisant. Quels sont les autres éléments à prendre en compte ?

Nous nommons mal le pôle républicain de nos économies, celui de l'État social, en le réduisant souvent à la seule protection sociale, alors qu'il comprend aussi les services publics, le droit du travail et les politiques économiques de soutien à l'activité (budgétaire, monétaire, des revenus, industrielle, commerciale...). Et nous le mesurons mal : l'indicateur de dépense publique est utilisé à mauvais

escient. Cette dépense représentait l'équivalent de 59 % du PIB en 2021. Mais il ne s'agit pas d'une part du PIB. En fait, plus des trois quarts de la dépense publique alimente directement la dépense privée avec les prestations sociales soutenant la consommation privée des ménages (retraites, allocations familiales, etc.), les subventions aux entreprises, etc. Je présente dans l'ouvrage des indicateurs qui me semblent plus pertinents pour apprécier le poids du public.

« La moitié de la consommation globale est soutenue directement ou indirectement par de la dépense publique. »

En termes de production, le public représente de l'ordre d'un cinquième, une part qui n'a pas augmenté depuis quarante ans. En termes de revenus des ménages, on est aux environs de la moitié, ce qui est colossal. Et il en va de même en termes de demande : la moitié de la consommation globale est soutenue directement (avec la consommation de services publics) ou indirectement (les retraités font leurs courses...) par de la dépense publique.

La dépense publique ne cesse d'augmenter depuis près d'un siècle. Pourtant, bon nombre de Français ont le sentiment d'un affaïssement de beaucoup de services publics...

La part des services publics n'a pas augmenté depuis quarante ans, alors qu'une société qui s'enrichit devrait consacrer plus de ressources à l'éducation et à la santé. Il y a bien eu austérité budgétaire en la matière, de même qu'il y a eu austérité salariale. D'où les dégâts sociaux qu'il faut ensuite réparer. La hausse de la dépense publique sur longue période ne résulte pas des fonctionnaires, mais d'autres postes. Les prestations en espèces tout d'abord à la fois pour des raisons de bien-être – la France devrait s'enorgueillir d'avoir un taux de pauvreté parmi les plus faibles chez ses retraités – mais aussi pour réparer les dégâts causés par le néolibéralisme. Je préférerais une société de plein-emploi avec moins de dépenses publiques à consacrer au chômage ou à la pauvreté. À cela s'ajoutent de multiples aides aux entreprises dont les effets sur l'emploi laissent à désirer.

D'aucuns estiment que l'État social aujourd'hui ne permettrait plus de réduire les inégalités. Que penser de ce constat ?

J'invite à se défier de discours qui, à défaut d'alternative, se complaisent dans la déploration en laissant entendre que le néolibéralisme a tout emporté. Les 10 % les plus riches ont un revenu primaire 12,7 fois plus élevé que les 10 % les plus pauvres. Après redistribution, cet écart passe à 3,2. La redistribution est massive et bénéficie à 70 % de la population. Et c'est par la dépense, via l'accès aux services publics notamment, qu'elle opère, bien plus que par l'impôt, ce qui est souvent méconnu.

« Le déficit et la dette publics ne sont pas en eux-mêmes des problèmes » écrivez-vous. Lors d'enquêtes, l'opinion publique se déclare très largement inquiète à ce sujet. Cette inquiétude vous semble-t-elle justifiée ?

La dette est une merveilleuse invention de l'humanité. Elle permet de lancer des activités. Mais il peut y avoir des excès. Parlons-en : la dette publique était de 25 % du PIB en France comme ailleurs au début des années 1980. C'est le néolibéralisme qui a creusé les déficits et les dettes. Avec l'austérité salariale, il comprime la demande globale, d'où le besoin régulier de soutenir celle-ci par la dette publique et privée. Si l'on veut vraiment réduire les déficits et les dettes, il faut remettre en cause de façon cohérente les différents volets du néolibéralisme qui se tiennent entre eux : la finance libéralisée, le libre-échange, l'austérité salariale, la contre-révolution fiscale...

Vous prenez très au sérieux les constats faits par les différents rapports du Giec, tout en considérant que le projet de décroissance est une « provocation ». Que faire alors pour éviter de franchir le seuil de 1,5 degré Celsius ?

Il y a bien lieu de faire décroître certaines consommations ostentatoires. Mais il faut prendre la mesure des immenses besoins insatisfaits, dans les pays moins avancés bien sûr, mais aussi ici, en France. Réduire la production, c'est aussi réduire le pouvoir d'achat. On peut certes réduire les inégalités, mais je montre que cela ne suffirait pas pour augmenter les revenus des moins aisés et celui des professions à revaloriser, comme les infirmières ou les professeurs des écoles. Il importe de cesser de faire l'autruche en matière d'écologie.

« Le salariat est aussi synonyme d'émancipation : il offre un statut et inscrit le travailleur dans un collectif. »

L'enjeu est d'amplifier la réduction – déjà amorcée en Europe – de la consommation d'énergie et de réduire l'intensité carbone de l'énergie dont nous aurons malgré tout besoin. Pour la France, cela passe notamment par une relance planifiée – afin d'éviter les à-coups qui nous coûtent si cher aujourd'hui –

du nucléaire. L'Allemagne émet huit fois plus de gaz à effet de serre par kilowattheure que la France. Car lorsque le vent ou le soleil manquent, elle est contrainte de recourir au charbon ou au gaz en complément des énergies renouvelables. Avec le nucléaire, la France dispose d'un atout majeur pour se réindustrialiser. Pourquoi ne pas exiger, par exemple, que les voitures électriques soient produites sans énergie fossile contrairement à ce qui se pratique aujourd'hui avec les délocalisations ?

Dans votre livre, vous battez en brèche le mythe selon lequel le salariat tend à disparaître au profit de statuts instables. La précarité n'est donc pas l'enjeu de demain ?

Le salariat est aussi synonyme d'émancipation : il offre un statut et inscrit le travailleur dans un collectif. La précarité existe et s'est développée ces dernières années avec l'ubérisation. La baisse continue du travail indépendant enregistrée depuis 1945 a été arrêtée avec les nouveaux autoentrepreneurs. Mais il faut garder raison : le salariat, c'est 88 % des emplois. Et 85 % de ces salariés sont en CDI, même si pour les jeunes, la période d'insertion pour y accéder s'est allongée. Et le plus sûr moyen pour réduire la précarité, c'est de réduire le chômage.

* Christophe Ramaux, *Pour une économie républicaine*, éditions De Boeck, 336 pages, 21,90 euros.

Christophe Ramaux

POUR UNE ÉCONOMIE RÉPUBLICAINE

Une alternative
au néolibéralisme

